

Développements macroéconomiques récents

Les estimations montrent une croissance à 3,8 % pour 2021, soit une reprise après le -1,4 % de 2020, qui reflète le rétablissement du commerce et l'augmentation de la production de noix de cajou. L'économie basée sur l'agriculture a souffert des confinements et de la fermeture des frontières en 2020, cependant elle est repartie en 2021, tirée, du côté de l'offre, par le secteur primaire qui a représenté 48 % du PIB en 2021 et, du côté de la demande, par l'investissement qui a augmenté de 6,4 % par rapport à 2020. Les conséquences de la pandémie se reflètent dans la reprise de l'inflation, estimée à 3,3 % en 2021 contre 1,5 % en 2020, due aux prix plus élevés du carburant et des denrées alimentaires. En revanche, selon les estimations, le déficit budgétaire s'est réduit à 5,6 % du PIB en 2021, contre 9,8 % en 2020, grâce aux recettes fiscales plus élevées provenant du commerce des noix de cajou et à la rationalisation des dépenses. Il est financé par des dons et des prêts provenant d'institutions financières internationales et de banques commerciales régionales. Le déficit du compte courant, quant à lui, a atteint 3,3 % du PIB en 2021 contre 2,6 % du PIB en 2020. Malgré l'amélioration du ratio dette/PIB qui passe de 79,3 % en 2020 à 78,4 % en 2021, le FMI a modifié le risque de surendettement extérieur, de risque modéré en 2018 à risque élevé en 2021.

La pauvreté est évaluée à 65 % en 2021. Le chômage est estimé à 11,5 %, mais cette estimation masque le niveau élevé d'emplois informels. Certaines estimations font état d'un taux de chômage des jeunes représentant 50 % de la population active. En ce qui concerne les banques, au nombre de cinq, elles sont détenues par des étrangers et relativement solides. Le ratio des prêts non productifs a baissé à 6,3 % en 2021 contre 10,3 % en 2020, tandis que le ratio des capitaux/actifs pondérés en fonction des risques a baissé à 21,4 % en 2021 contre 25,6 % en 2020, ces deux chiffres se trouvant dans les limites des seuils réglementaires. Dans le cadre de l'allocation de DTS, la Guinée-Bissau a reçu 22,7 millions (31,8 millions USD).

Perspectives et risques

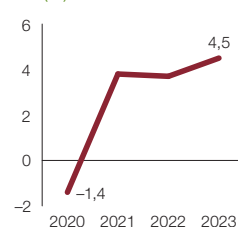
La croissance du PIB devrait être de 4,2 % en 2022 et de 5,1 % en 2023, grâce à la reprise du commerce. L'inflation devrait s'envoler pour atteindre 4,1 % en 2022, avant de redescendre à 3,2 % en 2023, en raison de la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires consécutive à la guerre en Ukraine. Le déficit budgétaire devrait se rétrécir à 4,7 %

du PIB en 2022 et à 4,0 % en 2023, sous l'impulsion d'une meilleure gestion budgétaire. Le pays a amélioré la soutenabilité de sa dette, son espace budgétaire pour les dépenses prioritaires, et sa gouvernance. Le déficit du compte courant est estimé à 5,2 % en 2022 et à 4,1 % en 2023, grâce à l'augmentation des prix d'importation. Les risques à la baisse sont l'augmentation plus importante que prévue des prix du pétrole et un climat défavorable. Pour attirer les investissements et stimuler les engagements privés, la stabilité politique est essentielle, cependant les tensions politiques dans le pays continuent à créer des incertitudes et menacent les réformes.

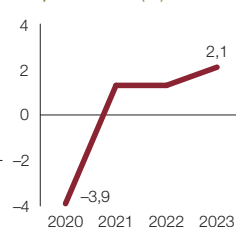
Changement climatique et options de politiques publiques

La Guinée-Bissau occupe la 130^e place du classement de l'IRC 2021 — elle se classe au premier rang des pays plus exposés aux événements extrêmes — des problèmes de données peuvent toutefois brouiller ce tableau. L'impact du changement climatique est important, et les ressources s'amenuisent vite, tandis que chaque année les incendies détruisent plus de 120 hectares de forêt. Malgré une baisse globale des précipitations, celles-ci se font de plus en plus intenses, et vont souvent de pair avec des vents violents, ce qui entraîne d'énormes pertes agricoles. En 2020, des inondations sévères ont touché la région productrice de riz située au sud du pays. Le gouvernement a commencé à adopter des mesures de résilience face au climat, comme l'introduction de variétés de cultures résistantes à la sécheresse, la diversification de la production agricole, et le financement de projets pour faciliter la transition énergétique vers des options énergétiques plus propres. La CDN a identifié deux sources principales d'émissions de gaz à effet de serre, à savoir les changements dans l'utilisation des sols et des forêts, et le secteur énergétique, et vise à réduire les émissions de GES de 30 % d'ici 2030. En effet, au rythme actuel du déclin des ressources en bois, et compte tenu des besoins énergétiques, les émissions devraient bondir jusqu'à 150 000 Gt éqCO₂ d'ici 2050, contre environ 10 000 Gg aujourd'hui. Les principales mesures d'atténuation cibleront la reforestation et la production d'énergie électrique. Les besoins financiers sont évalués à 694 millions USD pour la période 2021-30. L'instabilité politique et institutionnelle a écarté le pays de sa trajectoire pour atteindre les ODD, tandis que le manque de ressources statistiques rend difficile le suivi de la progression, notamment vers l'ODD 13 relatif à l'action climatique.

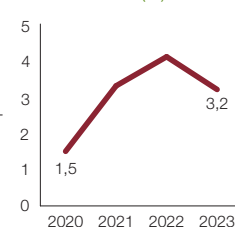
Taux de croissance du PIB réel (%)



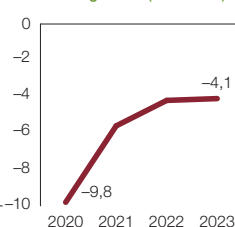
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



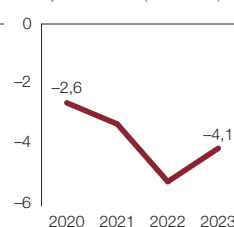
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.